

2 Politique

**Sommet islamique arabo-américain
Ali Bongo Ondimba à Riyad**

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Le président de la République est attendu dans la capitale saoudienne. Comme une demi-douzaine de chefs d'Etat africains, il répond à l'invitation du roi Salman Ben Abdelaziz Al Saoud d'Arabie Saoudite pour prendre part au sommet arabo-américain, du 20 au 21 mai 2017 et auquel prend part le président américain Donald Trump.



Photo : Ollomo

Le chef de l'Etat lors d'une précédente visite en Arabie Saoudite.

LE chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, prend part, en tant qu'invité, au sommet islamique arabo-américain

de Riyad (Arabie Saoudite) qui se tient du 20 au 21 mai 2017. En présence de nombreux dirigeants du monde

arabo-musulman, ceux des pays africains et surtout du nouveau président des Etats-Unis d'Amérique le

Républicain Donald Trump. Deux ans après sa première visite officielle dans ce royaume, ce sera l'occasion pour le chef de l'Etat gabonais d'intensifier, avec son hôte saoudien, le roi Salman Ben Abdelaziz Al Saoud "la création de nouveaux partenariats pour lutter contre l'extrémisme et le terrorisme, favoriser la promulgation des valeurs communes de la tolérance et promouvoir la sécurité, la stabilité et la coopération pour un présent et un avenir meilleurs pour nos peuples". D'ailleurs, le président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Ali Bongo Ondimba avait appelé, lors du Sommet sur

la sécurité nucléaire organisé à Washington en avril 2016, au «renforcement de la coopération internationale dans le domaine du renseignement». Autour du nouveau président américain, Donald Trump, il sera notamment question d'annoncer la création d'une société nationale des industries militaires devant faire front face à «l'idéologie extrémiste violente» pour améliorer la vie des populations et renforcer les économies collectives. Dans sa lettre d'invitation, le souverain saoudien s'est d'ailleurs dit «confiant que votre participation aura un grand impact dans la réussite de ce sommet».

En sus, membre de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) depuis 1974, le Gabon entretient avec le royaume wahhabite des relations placées sous le sceau de l'amitié, partageant l'ambition de générer une croissance inclusive par la diversification économique et le bien-être social. A noter que cette rencontre internationale sera la première du genre entre le 45e président des Etats-Unis, et le monde arabo-musulman, et sa première rencontre avec certains présidents africains dont Macky Sall, Ali Bongo Ondimba, Alasane Ouattara et Roch Marc Kaboré.

Activités présidentielles

Le Gabon facilitera l'accès à la nationalité aux Afro-descendants

J. O.
Libreville/Gabon

VENUS au Gabon pour prendre part à la semaine de la décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, les Afro-descendants ont été introduits, hier, au cabinet présidentiel par le ministre d'Etat, en charge de la Culture, Alain-Claude Bilie-By-Nze. Avec le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, il aura été question de cet événement organisé par la tutelle et le Centre

international des civilisations bantou (Ciciba), en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Parmi les hôtes du président de la République, il y avait Roger Gaspail, Sheila Walker et Évelyne Marie Verges Des Pres. Autant de personnalités qui n'auront pas manqué de louer l'initiative gabonaise de réunir les frères et sœurs séparés du continent par la traite négrière des siècles passés. A noter que la communauté afro-descendante réclame aujourd'hui "justice, réparation et reconnaissance".

Le numéro un gabonais aura certainement marqué la volonté des pouvoirs publics de notre pays d'encourager ce type de manifestations qui favorisent le retour aux sources de ces descendants du continent noir. Tout comme, il a milité pour la pérennisation de ces échanges. Dans la perspective de la révision prochaine du Code de la nationalité gabonaise, le président de la République a pris l'engagement de faire introduire dans le nouveau texte, une disposition spécifique permettant de faciliter l'accès à la nationalité gabonaise



Photo : P.P/Ollomo

Photo de famille à l'issue de l'audience.

des Afro-descendants qui en exprimeront le souhait. Ce qui fait du Gabon le pre-

mier pays africain à reconnaître une sorte de droit au retour en faveur des des-

cendants des déportés africains dans les Amériques et les Caraïbes.

Dialogue politique/Plénière jumelée des commissions 1 et 2

Une rencontre sans doute déterminante



Photo : Bandoma

Le Bureau du Dialogue dès l'entame de la plénière.



Photo : Bandoma

Une vue partielle des délégués en plénière conjointe des commissions 1 et 2.

S. M.
Akanda/Gabon

Au-delà des points inscrits à l'ordre du jour de cette plénière qui a réuni, hier, au stade d'Angondjé, les délégués des commissions 1 et 2, et au regard du contexte dans lequel se déroulent les travaux, on peut dire que l'enjeu de

cette plénière, toujours en cours au moment où nous mettions sous presse, n'a pas été des moindres.

LA plénière conjointe des commissions 1 et 2, entre l'opposition et la majorité a bel et bien eu lieu, hier, au stade d'Angondjé. Elle a été coprésidée par René Ndemezo'o Obiang (opposition) et Emmanuel Issoze Ngondet (majorité). Avec pour ordre du jour : "une

communication du chef du gouvernement, la présentation d'un nouveau calendrier de travail pour les jours restants, et les divers". Il convient de rappeler que cette rencontre intervient quelques jours seulement, après la décision des membres de l'opposition de la commission 1 chargée de réfléchir sur "Réformes des institutions et consolidation de l'Etat de droit démocratique", de quitter la table

des négociations. A cause, avaient-ils justifié, du refus de leurs "adversaires", de faire des concessions. Dans ce contexte, bon nombre d'observateurs voient mal comment ces acteurs politiques pourraient se passer d'aborder ces questions qui font blocage aux travaux de cette phase politique du Dialogue. Parmi lesquelles, la limitation des mandats, ainsi que le rôle de certaines institutions

dans le système électoral (Commission électorale nationale autonome et permanente, ministère de l'Intérieur, etc.). De plus, à moins d'une semaine de la clôture de ces assises, on aurait du mal à comprendre pourquoi laisser passer cette nouvelle occasion de faire avancer les négociations entre ces deux bords politiques. D'autant plus que, selon certaines indiscre-

tions, depuis cette menace de l'opposition, le bureau du Dialogue, multiplie des rencontres avec les membres de ces deux commissions dites "principales", pour pouvoir trouver un terrain d'entente. C'est donc dire que cette plénière qui a débuté en début de soirée, suscite bien l'espoir que les choses évoluent dans le sens souhaité par les différents acteurs. Nous y reviendrons.